

# EDF : Un enjeu stratégique, plus que jamais

Alain Obadia



**L**es communistes sont et seront aux premiers rangs de la bataille pour empêcher qu'EDF ne soit bradée aux intérêts de quelques groupes financiers, au détriment de ses missions de service public et de l'intérêt du pays. Tel est le sens de la mise en place des comités de défense d'EDF à l'initiative des élus, tel est le sens du meeting du 8 novembre à Jappy (voir encart) visant à rassembler toutes les forces de progrès autour de cet objectif majeur.

En effet, traiter l'énergie comme une banale marchandise est lourd de conséquences catastrophiques pour l'avenir. L'énergie, et singulièrement l'électricité, est un des éléments les plus déterminants pour le développement économique et social du pays. Sa gestion implique une vision de long terme en ce qui concerne notamment la programmation des investissements, la mobilisation de financements pérennes et tournés vers l'intérêt collectif, le développement d'un effort de recherche indispensable pour relever les défis d'une croissance de type nouveau favorisant l'épanouissement humain et sauvegardant l'avenir de la planète. Elle est un bien vital pour chaque personne et, à ce titre, le service public doit être garant de l'égalité d'accès pour tous et pour chacun, de l'équilibre territorial, de la sécurité d'approvisionnement, du respect de l'environnement. Dans la période actuelle, ces différents paramètres ont un caractère crucial.

La crise énergétique, structurelle puisque liée à la perspective désormais proche de la «fin du pétrole» implique une politique cohérente et volontaire fondée sur des choix démocratiques et non sur les logiques court-termistes et spéculatives des marchés.

Il en va de même pour le remplacement des moyens de production qui arriveront à leur fin de vie, pour mettre en œuvre les technologies nouvelles indispensables afin de se hisser au niveau des enjeux et pour l'effort de recherche considérable qu'elles supposent.

Au plan européen, ces données voient leur importance multipliée pour, simplement, assurer l'équilibre entre les besoins et les capacités de production. Et comment ne pas évoquer la nécessité absolue de la coopération mondiale afin de porter remède à la situation intolérable du milliard et demi d'êtres humains privés d'accès à l'énergie. Bref, ces enjeux impliquent que la France garde une maîtrise publique totale sur EDF dont le rôle stratégique est plus grand que jamais.

Avec la démocratisation de sa gestion ouverte aux salariés et aux usagers, c'est une condition indispensable pour opérer les choix et les investissements de long terme correspondant à la meilleure allocation des moyens. Comme on le voit, nous nous situons à mille lieues de la logique du recours au

marché, de la concurrence entre opérateurs et de l'ouverture du capital au bénéfice de grands groupes privés qui anime le gouvernement français et les instances européennes depuis la conception et la mise en œuvre des directives électriques et gazières. Cette logique là porte en elle une transformation régressive des gestions des entreprises concernées dans le sens du court termisme et de la recherche de dividendes maximisés pour les actionnaires privés.

Les faillites historiques du trader ENRON et du système électrique californien, celle de Worldcom et de nombreuses entreprises de télécommunications, celle des chemins de fer britanniques sont là pour en témoigner. De même, les ententes oligopolistiques dans le domaine de l'eau ou dans celui des télécoms sont là pour donner une idée de la direction du processus envisagé. Loin d'avoir une incidence bénéfique sur les prix, elles laissent le champ libre à la logique spéculative du marché.

Les entreprises «éligibles» ayant opté pour la dérégulation en ont fait l'amère expérience subissant des hausses de leurs contrats de 30 à 35%. C'est tellement vrai que le «Consortium des industriels gros consommateurs d'énergie» vient de demander à ... l'Etat «une garantie de modération des prix...»

Dans la logique du service public, la fixation des prix est fondée sur les coûts de revient. Dans celle de la concurrence, c'est le prix du marché. A ce petit jeu, les prix français évolueront irrémédiablement en forte hausse alors que nous disposons de l'immense avantage que nous confère le parc nucléaire et notre capacité technologique à le remplacer par de nouvelles générations de réacteurs dont l'EPR. De même, la financiarisation mondialisée conduit à des gâchis absurdes. En Europe, 90 milliards d'Euros ont été engloutis en deux ans dans le secteur pour des opérations d'acquisition ou de fusion sans créer la moindre unité de production supplémentaire.

Il est envisagé l'achat par EDF d'un opérateur gazier (5 à 6 milliards d'Euros) et, symétriquement l'achat d'un électricien par Gaz de France pour plusieurs milliards également. La concurrence entre ces deux ensembles deviendra sévère, les libéraux de la Commission et d'ailleurs seront satisfaits, les augmentations de capital prétexte à l'ouverture au privé seront largement utilisées... à des opérations absurdes pour le pays et pour les usagers. Seuls les opérateurs financiers s'en réjouiront ! Décidément, le rapprochement d'EDF et de GDF pour lequel nous nous battons est indispensable ainsi que l'inversion de cette logique catastrophique !

- Il est essentiel de rappeler largement ces quelques éléments et de démontrer que l'ouverture du capital n'est ni nécessaire, ni surtout souhaitable.
- Il est essentiel de rappeler que les directives électricité (et gaz également) qui sont à l'origine de ce processus font justement partie de ce qui a été refusé par notre peuple le 29 mai avec l'ensemble des politiques libérales de casse des services publics figurant en toutes lettres dans le projet de Constitution européenne.
- Il est essentiel de montrer qu'en restant fermes sur le développement des entreprises publiques assurant des missions de service public, nous nous donnons les moyens de répondre aux besoins de la population et du pays.

# EDF

*Avec les salariés de l'entreprise, l'heure est au rassemblement pour faire échec au projet gouvernemental !*

*Six partis et formations de gauche (PCF, LCR, MRC, Les Verts, les ALternatifs, MARS, et la Gauche Républicaine) se sont réunis au siège national du PCF.*

*Ensemble ils appellent à prendre part à la journée d'action du 8 novembre décidée par la CGT et FO.*

*Ils ont aussi décidé de tenir un meeting à Jappy à Paris cette même journée du 8 novembre en soirée. Par ailleurs, ils appellent les élus de leurs formations à faire voter dans toutes les assemblées où ils siègent des motions contre l'ouverture du capital d'EDF. ■*

Nous sommes convaincus de la nécessité de donner une dimension européenne à la politique énergétique. Mais celle-ci doit être fondée sur la coopération des Etats et des opérateurs et non sur la logique de la concurrence prédatrice entre les grands groupes industriels et financiers. C'est pourquoi nous voulons créer une agence européenne de l'énergie dont le rôle serait d'impulser et de coordonner cette coopération. S'appuyant sur une Banque centrale européenne dont les missions devraient être profondément transformées au service de l'emploi et du développement, elle pourrait contribuer à orienter les investissements nécessaires pour relever les défis de l'avenir. Enfin, toutes les conditions doivent être créées pour que les salariés du service public, les usagers et les élus puissent intervenir afin qu'à tous les niveaux, les décisions prises répondent en toutes circonstances à l'intérêt collectif. Les enjeux sont tels que les ambitions à se fixer doivent être élevées.

Opposons les intérêts du pays, ceux de la construction d'un avenir de développement pour tous aux calculs mercantiles des puissants de la finance et des forces de l'abandon. ■